

LA NUMÉRISATION POUR LE DÉVELOPPEMENT
UNE BOÎTE À OUTILS POUR LES PRATICIENS
DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

PARTENARIATS INTERNATIONAUX (INTPA)

Numérisation et démocratie

Fiche d'information n°8

Cette fiche d'information fait partie d'une série de documents consacrés à la numérisation, aux partenariats internationaux de l'UE et à la pertinence des programmes de coopération entre l'UE et ses partenaires, dans le cadre de projets de développement. L'ensemble des fiches constitue une boîte à outils conçue pour fournir des définitions clés, ainsi qu'un aperçu des principales opportunités et défis pour le développement mondial en matière de transformation numérique. Elle est complétée par des études de cas et des suggestions de lectures complémentaires. En savoir plus sur [Cap4Dev](#)

L'UE plaide pour un internet ouvert, mondial, libre, sûr, résilient, respectueux de la protection de la vie privée et des droits humains. Ces principes doivent se refléter dans les projets qui soutiennent la numérisation et en font usage, de façon à ne pas nuire aux droits humains ni à la démocratie. Cette fiche d'information offre un résumé des opportunités, défis et menaces liés aux technologies numériques et se fonde sur les informations présentées dans le [Democracy and Digitalisation Handbook](#).

Qu'est-ce que la démocratie numérique ?

Par démocratie numérique, on entend le fait d'utiliser internet ou d'autres technologies informatiques dans le but d'améliorer les processus de gouvernance (Verpečinskis, 2017). Participer à des processus politiques et de gouvernance par le biais d'outils en ligne et basés sur internet permet d'entrer en relation directe avec les institutions gouvernementales et l'administration publique. La technologie et l'innovation numériques pour la recherche et la pratique de la démocratie sont en train de transformer radicalement le processus décisionnel démocratique, grâce à leurs multiples applications pour la démocratisation de la politique et de la société (Squeo, 2020; Hacker & van Dijk, 2000). Les outils numériques améliorent les possibilités existantes d'accès à l'information, d'expression des opinions et de contact avec de larges groupes. Toutefois, ils représentent aussi une menace pour la liberté d'expression.

Les applications de technologie numérique dans la mise en œuvre de projets de coopération internationale et de développement dans le domaine de la gouvernance démocratique

L'usage d'outils numériques dans le cadre de projets de gouvernance démocratique, soit notamment dans le cadre des élections, de la santé, les registres d'état civil et les droits humains peut produire des effets positifs.

La numérisation peut rapprocher les institutions du citoyen et fournir des services aux personnes qui en manquent. En outre, il

peut favoriser des changements bénéfiques en termes politiques et sociaux, en permettant l'émancipation des organisations et du citoyen.

Voici quelques exemples de projets basés sur des recherches effectuées par les auteurs du Digitalisation and Democracy Handbook (Wagner et al., 2022).

SYSTÈME JUDICIAIRE : La numérisation dans le système judiciaire peut améliorer la transparence et l'efficacité des processus judiciaires, en facilitant les processus bureaucratiques et en simplifiant l'accès aux droits, à la fois pour le personnel des institutions et pour le citoyen (<https://www.giz.de/en/worldwide/42178.html>). D'autre part, elle permet au citoyen d'accéder facilement à la législation proposée et de manifester son soutien à cette législation par le biais d'applications numériques spécifiques. Cette technologie peut lui permettre de recueillir des signatures pour de nouvelles initiatives législatives, mais aussi de suggérer de nouveaux projets de loi, qui peuvent alors être promus en recueillant des signatures de citoyens (p. ex. : l'initiative citoyenne de l'application Mudamos, <https://www.mudamos.org/> et <https://itsrio.org/en/projetos/mudamos-electronic-signatures/>).

ÉTAT CIVIL ET VOTE : civil registration Les procédures d'état civil sont souvent développées dans le cadre de projets de numérisation plus larges et on estime souvent qu'elles représentent l'un des critères fondamentaux pour mettre en place un secteur public numérique efficace. Un **système d'état civil numérisé** efficace permet au citoyen d'accéder plus facilement aux services gouvernementaux, en améliorant la collecte et la gestion des informations civiles. Qui plus est, pour que le système d'inscription des électeurs soit efficace, il convient d'abord de constituer un registre d'état civil convenable. À cet égard, les **systèmes de vote électronique** élargissent l'accès au vote et renforcent la participation de groupes sociaux qui n'auraient pas pu être atteints autrement. Les technologies numériques peuvent aussi favoriser la transparence et la responsabilité lors des élections en recueillant et en analysant des informations sur de possibles violations durant les campagnes électorales et les élections, informations émanant à la fois des observateurs et des électeurs (p. ex., <https://www.kartanarusheniy.org/page/about>).

GOVERNANCE : la gouvernance électronique peut constituer un outil utile pour améliorer à la fois l'accès du gouvernement à la population et l'accès du citoyen aux services publics. Il peut renforcer la participation politique du citoyen et favoriser une gouvernance moderne, la rendant plus efficace et plus accessible.¹ La **gouvernance des données**² en particulier, permet d'utiliser les données d'une manière positive et avantageuse. Celle-ci implique notamment la manipulation de différents types de données, surtout dans des contextes internationaux et gouvernementaux. Par exemple, la gouvernance des données facilite l'implication du citoyen dans les décisions politiques en matière de développement.

L'**éducation aux médias** désigne généralement le fait d'enseigner aux personnes la compétence essentielle qu'est l'esprit critique, afin qu'ils puissent aborder les médias d'un œil critique. Par contraste, la **culture numérique** vise à sensibiliser la population de façon à ce qu'elle puisse participer à l'utilisation des médias numériques de manière sûre et avisée (p. ex. <https://www.giz.de/en/worldwide/18405.html>). Dans ce sens, les réseaux sociaux peuvent être utilisés pour atteindre le citoyen, améliorer la visibilité et promouvoir sa participation aux procédures gouvernementales. Le développement de stratégies de réseaux sociaux et de contenu à destination de cibles spécifiques, telles que les pages de campagnes indépendantes sur Facebook qui affichent du contenu généré par les utilisateurs, ou encore les jeux en ligne (p. ex. <https://erim.ngo/bryca-central-asia/>), peut aider les acteurs du gouvernement et de la société civile, par le dialogue et le développement de capacités, tout en luttant contre les **discours de haine en ligne** (p. ex. <https://www.giz.de/en/worldwide/35093.html>). De plus, pour éviter la **désinformation**, il est possible de développer des applications numériques qui vérifient l'authenticité d'un compte et dénombrent et consignent les événements de désinformation (p. ex. <https://itsrio.org/en/projetos/pega-bot/>).

Risques et défis

L'application de la technologie numérique en soutien à la gouvernance démocratique n'offre pas seulement des opportunités et des bienfaits nouveaux : elle pose également des défis et des menaces qu'il convient d'aborder. Mal structurée et employée à mauvais escient, la numérisation peut **aggraver les inégalités**

existantes, entraîner la violation des droits humains et miner la démocratie et la cohésion sociale.

En matière de gouvernance des données en particulier, la **protection des données** est essentielle à la protection des données sensibles, du citoyen, des défenseurs des droits humains et d'autres acteurs concernés. Les problèmes de protection des données et de gouvernance démocratique s'aggravent lorsque les innovations technologiques ne sont pas encadrées par la législation et la politique nécessaires en matière de protection des données. À titre d'exemple, lorsque du déploiement de programmes de vote électronique, il est nécessaire que la numérisation des processus électoraux **soit conforme aux normes internationales** applicables aux élections démocratiques. Elle doit notamment garantir l'intégrité, la confidentialité, l'universalité et l'égalité des voix, la transparence, la responsabilité et la confiance publique (Projet de Note aux Délégations Européennes: Risques et Opportunités du Support Electoral référence interne: Ares(2020)3301361).

Les réseaux sociaux, quant à eux, présentent également des risques qui leur sont propres : les **discours de haine, la dissémination de fausses informations et la création de faux comptes**, qui peuvent perturber la communauté et même entraîner la violence. Pour éviter ce risque, il est crucial de coopérer avec les propriétaires et gestionnaires de réseaux sociaux qui sont responsables de la suppression du contenu haineux et des faux comptes. D'un autre côté, la population est souvent peu expérimentée en technologie et les niveaux de **culture numérique** peuvent être faibles. D'où la nécessité d'attaquer le problème de l'éducation aux réseaux sociaux et d'améliorer cette éducation.

Suivant la situation et l'infrastructure disponible dans le pays partenaire considéré, il se peut que la population n'ait pas **accès à internet** et, par conséquent, ne soit pas en mesure de participer à des projets pertinents. La nécessité de trouver des moyens de communication alternatifs en cas de **coupure d'internet et le risque de perdre à la fois la connectivité internet et téléphonique** doivent être prises en compte dans tout projet de développement. Un internet **ouvert** constitue aussi un défi grandissant dans le contexte d'une concurrence géopolitique croissante autour des technologies numériques et face à

UN GUIDE SIMPLIFIÉ

Nous pouvons tirer des leçons des écueils les plus communément rencontrés dans le cadre des projets de développement numérique et, en évitant ces écueils autant que possible, améliorer les projets à venir. Dans ce sens, voici les principales recommandations pour de nouveaux projets :

- Ne pas se focaliser exagérément sur la technologie à utiliser au détriment du ou des problème(s) qu'elle était censée aborder ou résoudre.
- Éviter de suivre des tendances technologiques inadaptées au contexte local.
- Prendre en compte l'employabilité de la technologie et les frais de maintenance.
- Préserver les droits humains et éviter que ces systèmes technologiques soient utilisés comme outils de contrôle. Voici des exemples de garde-fous pertinents :
 - Éviter la centralisation des données ;
 - Faire en sorte que des procédures de gouvernance des données efficaces soient mises en place ;
 - Renforcer les écosystèmes de la société civile locale afin de répondre aux défis et aux risques de manière anticipée ;
 - Favoriser la transparence : tout changement significatif doit être immédiatement décelable.
- Obtenir un large soutien institutionnel pour assurer la durabilité du projet dans le temps (c.à.d. permettre aux projets de se poursuivre, quelles que soient les personnes qui l'ont initié).
- Utiliser une technologie capable de s'adapter aux innovations et qui ne risque pas de devenir obsolète.
- Avancer par une suite d'essais et d'erreurs plutôt que suivre un plan rigide, le développement du projet proprement dit pouvant être considéré comme une source d'enseignements.

¹ Voir fiche d'information d'accompagnement sur la gouvernance électronique

² Voir fiche d'information d'accompagnement sur les *big data* et l'intelligence artificielle



l'émergence de modèles alternatifs pour internet, tels que le « New IP ». D'autre part, certaines technologies, comme la **technologie des blockchains**, ne sont recommandables et utiles que pour les pays qui peuvent compter sur une **infrastructure et une capacité de maintenance solides**.

Pour finir, la **corruption** ou le simple fait que les gouvernements puissent être plus intéressés par l'argent finançant le projet que par le projet lui-même peuvent aussi entraîner l'échec du projet. Par conséquent, les **projets de développement doivent tenir compte de ces défis, tout en prévoyant des stratégies pour prévenir et atténuer ces risques**. Vous trouverez de plus amples informations sur la politique et la réglementation, ainsi que sur les big data et l'IA, dans les fiches d'information d'accompagnement disponibles dans cette série.

La numérisation constitue une occasion d'améliorer la gouvernance, de bâtir des institutions plus solides et de promouvoir les droits humains. Cependant, elle ne devrait pas être considérée comme un remède miracle aux problèmes sociétaux existants ou aux manquements des organisations. Qui plus est, la technologie doit offrir l'infrastructure nécessaire à la bonne marche de la démocratie, et non les outils pour lui nuire.

Aspects clés à considérer dans le cadre des projets de démocratie numérique

Si certains projets de développement numérique ont bien porté leurs fruits, beaucoup d'autres ont échoué en raison de problèmes pourtant prévisibles et évitables. Dans ce sens, il est crucial d'évaluer les risques politiques auxquels l'UE comme le pays hôte feront face durant le déploiement d'un projet de numérisation. En outre, il convient de déterminer le degré de difficulté technique du projet avant de le financer et de le soutenir. Enfin, nous formulons les recommandations suivantes afin d'éviter ou de limiter l'impact des échecs potentiels :

- **Comprendre et respecter le contexte local** et adapter le projet en conséquence (par ex. : être sensible aux différences de langues locales et à l'animosité possible entre les groupes d'utilisateurs ainsi que les différences entre les genres ; adapter l'esthétique à la culture locale visée ; le cas échéant, développer une capacité locale, notamment l'alphabétisation et les compétences numériques).
- **Participation et implication du citoyen à un stade précoce** du processus de conception technologique ; suivi et engagement soutenu au fil du temps.
- **Obtenir le soutien des acteurs de l'État** pour promouvoir une bonne gouvernance et des changements démocratiques depuis le cœur des institutions démocratiques ; obtenir un soutien pour le projet auprès des niveaux plus administratifs de l'état, afin d'assurer la continuité du projet au-delà du cycle électoral.
- **Approcher la technologie de manière centrée sur l'utilisateur**, en menant des recherches et des tests approfondis auprès des utilisateurs en travaillant avec des prototypes et en procédant à une évaluation des besoins *front-end*.
- **Cybersécurité**. Considérer le principe du *privacy by design* dès le début. Prendre en compte la préservation de la sécurité des bases de données et donner la priorité aux systèmes et technologies pouvant être utilisés indépendamment par la suite.
- **Employer une équipe de conception et de mise en œuvre diversifiée**, qui inclue des scientifiques sociaux, des experts IT et en droit et des partenaires étatiques, ainsi que des experts de la société civile, des entreprises et des experts des droits humains, entre autres.
- **Adopter une approche axée sur l'humain** (protection de la vie privée et des données, droits numériques, droits humains, élections, liberté d'expression, cybersécurité) afin de garantir une approche fondée sur les droits et respecter les lois et réglementations nationales. Si le respect des critères et lois locaux constitue la meilleure pratique, une bonne pratique internationale consiste à utiliser des normes internationales et des cadres fondés sur les droits.
- **Mettre en place des projets, plateformes et outils numériques durables**. C'est l'innovation (donc l'idée qui sous-tend la technologie lancée) qui doit perdurer. Le projet doit rester durable même si la technologie change. Cela implique de disposer de fonds suffisants pour mener le projet à bien et poursuivre son développement au fil du temps. L'utilisation d'une technologie *open source* dans la mesure du possible constitue la meilleure pratique à adopter.
- **Comprendre la géopolitique de la technologie**. Les technologies utilisées ne sont pas choisies de manière neutre. Au contraire, ce choix implique des décisions politiques spécifiques qui peuvent avoir un impact important sur les droits

humains. Dans un contexte de lutte mondiale pour la primauté en matière d'infrastructure technologique, la politique de l'écosystème technologique devrait s'aligner sur la politique du projet pour garantir la réussite et la durabilité de ce dernier.

N'oubliez pas que **fournir également une alternative non numérique aux projets de numérisation** s'est avéré une bonne pratique, particulièrement dans des contextes où le fossé numérique est important. **Le tout-au-numérique n'a de sens que si une option non numérique est également disponible, surtout lorsqu'il s'agit de fournir des services essentiels.**

Sélection de ressources sur la démocratie et la numérisation :

Normes légales internationales et cadres internationaux fondés sur les droits :

1. Le RGPD de l'UE est une norme à suivre, particulièrement pour les projets d'état civil (Parlement européen et Conseil de l'Europe, 2016) ;
2. Les principes du développement numérique (Waugaman, 2016), en tant que normes pour les droits humains inscrits dans des cadres et législations internationaux, régionaux et locaux ;
3. La convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel (Union africaine, 2014) ;
4. La Déclaration sur les droits et principes numériques (Commission européenne, 2022).

Politique de développement de l'UE en matière de démocratie et de numérisation :

1. Conclusions du Conseil sur une approche de la coopération au développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme — conclusions de la réunion du Conseil des affaires étrangères (Développement) (Conseil de l'Union européenne, 2014a) ;
2. Appliquer l'approche fondée sur les droits de l'homme aux partenariats internationaux : une boîte à outils actualisée visant à placer les détenteurs de droits au centre de la politique de l'UE en matière de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Document de travail des services de la commission (Commission européenne, 2021) ;

3. Mainstreaming digital solutions and technologies in EU development policy— conclusions of the Foreign Affairs (Development) council meeting (Conseil de l'Union européenne, 2016) ;
4. Donner aux citoyens les moyens d'agir et édifier des démocraties plus résilientes — Plan d'action pour la démocratie européenne : renforcer les démocraties de l'UE (Commission européenne, 2020a) ;
5. Le Plan d'action pour la démocratie européenne (PADE), centré essentiellement sur les États membres de l'Union européenne, mais dont la large portée influence aussi les relations extérieures de l'UE (Commission européenne, 2020a) ;
6. Le Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024 (APHRD) constitue le document de référence pour les actions extérieures de l'UE (Commission européenne, 2020b) ;
7. Le document de travail de Digital4Development (Commission européenne, 2017).

Vous trouverez de plus amples informations sur la politique et la réglementation dans les fiches d'information d'accompagnements disponibles dans cette série.

Autres documents pertinents de l'UE sur la numérisation et la démocratie :

1. Droits de l'homme : Orientations de l'UE relatives à la liberté d'expression en ligne et hors ligne — réunion du Conseil des Affaires étrangères (Conseil de l'Union européenne, 2014b) ;
2. Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet — recommandation CM/Rec (2014) du Comité des Ministres aux États membres (Conseil de l'Europe, 2014) ;
3. Conclusions du Conseil sur la cyberdiplomatie adoptées par le Conseil des affaires générales (Conseil de l'Union européenne, 2015) ;
4. Stratégie de cybersécurité de l'Union européenne : un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé (Commission européenne, 2013) ;
5. Orientations opérationnelles sur les droits de l'homme pour les actions de coopération extérieures de l'UE liées à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, et à la cybersécurité Intégration de l'approche fondée sur les droits (Commission européenne, 2015).





ÉTUDE DE CAS

La numérisation dans l'administration publique en Égypte

Ce projet vise à renforcer l'efficacité du travail des institutions publiques, en se fondant sur les besoins du citoyen. L'infrastructure numérique actuellement en place a été évaluée, de façon à améliorer la communication entre le siège et les antennes locales du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH). En outre, dans le cadre de ce projet, le système de plaintes relatives aux violations des droits humains a été numérisé, permettant au citoyen de partager des informations sur les incidents d'abus des droits humains. Dès lors, la transparence, l'accessibilité et l'efficacité du CNDH ont été renforcées. D'autre part, le projet a facilité la formation du personnel du CNDH, de façon à améliorer leurs compétences techniques et organisationnelles dans le domaine de la numérisation³.

ÉTUDE DE CAS

Une approche fondée sur les besoins : infrastructure et développement des capacités au niveau local au Sierra Leone

Ce projet offre un exemple d'approche fondée sur les besoins, avec un haut degré de transparence et dans le cadre duquel l'infrastructure et les capacités ont été développées au niveau local. Plus spécifiquement, ce projet visait à restaurer et moderniser l'infrastructure du bâtiment du parlement du Sierra Leone. À cette fin, une plateforme offrant un système de messagerie électronique ainsi qu'un site web a été développée pour le parlement. Cette plateforme incluait un système d'accès au courrier électronique pour les membres du parlement, afin de permettre une communication sûre. Cette plateforme permettait également l'échange privé de documents, par exemple pour élaborer un projet de loi. L'infrastructure a été améliorée afin d'offrir un accès à internet. Un site web a également été créé dans le cadre de cette plateforme, principalement à des fins de communication. D'autre part, un nouveau site web a été développé afin de permettre aux citoyens de commenter le processus législatif. Enfin des événements « portes ouvertes » ont été organisés afin d'atteindre davantage de participants. Bien qu'il ne porte pas sur la transformation numérique, ce projet constitue un moyen d'amorcer le processus de numérisation dans un domaine où ce secteur est sous-développé⁴.

³ Le projet « Strengthening Reform Initiatives in the Public Administration » ; Numéro de contrat ENI/2017/385-537 (CE). Pour plus d'informations sur ce projet, voir <https://www.giz.de/en/worldwide/24247.html>

⁴ Le projet « Critical Infrastructure and Technology Needs in the Parliament of Sierra Leone » ; Numéro de contrat ENI/2019/410-585 (CE). Pour plus d'informations sur ce projet, voir <https://www.ungm.org/UNUser/Documents/DownloadPublicDocument?docId=1016425>

RÉFÉRENCES

Union africaine, (2014). *Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel*, Adoptée par la 23e Session ordinaire de l'Assemblée de l'Union, Malabo, 27 juin 2014. Disponible sur : <https://www.afapdp.org/wp-content/uploads/2018/06/CONV-UA-CYBER-PDP-2014.pdf>

Conseil de l'Europe, (2014). *Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet — recommandation CM/Rec (2014) du Comité des Ministres aux Etats membres*, Adoptée par le Comité des Ministres le 16 avril 2014 lors de la 1197e réunion des Délégués des Ministres. Disponible sur : <https://rm.coe.int/16804b8447>

Conseil de l'Union européenne, (2016). *Résultats de la session du Conseil, 3504e session du Conseil des Affaires étrangères Développement*, Bruxelles, le 28 novembre 2016. Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu/media/22445/st14969fr16-final.pdf>

Conseil de l'Union européenne, (2015). *Conclusions du Conseil sur la cyberdiplomatie*, Adoptées par le Conseil des affaires générales de l'Union européenne le 10 février 2015, 6122/ 15. Disponible sur : <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6122-2015-INIT/fr/pdf>

Conseil de l'Union européenne, (2014a). *Conclusions du Conseil sur une approche de la coopération au développement fondée sur les droits, englobant tous les droits de l'homme*, réunion du Conseil des Affaires étrangères (Développement), Bruxelles, le 19 mai 2014. Disponible sur : <https://www.consilium.europa.eu/media/28283/142683.pdf>

Conseil de l'Union européenne, (2014b). *Droits de l'homme : Orientations de l'UE relatives à la liberté d'expression en ligne et hors ligne*, réunion du Conseil des Affaires étrangères, Bruxelles, le 12 mai 2014. Disponible sur : https://eeas.europa.eu/archives/delegations/mauritania/documents/press-corner/20140515_1_fr.pdf

Commission européenne, (2022). *Établir une déclaration européenne sur les droits et principes numériques pour la décennie numérique*, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, COM(2022) 27 final, Bruxelles, le 26 janvier 2022. Disponible sur : <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/declaration-european-digital-rights-and-principles>

Commission européenne, (2021). *Appliquer l'approche fondée sur les droits de l'homme aux partenariats internationaux : Une boîte à outils actualisée visant à placer les détenteurs de droits au centre de la politique de l'UE en matière de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale* – Document de travail de la commission (SWD(2021) 179 final), le 30 juillet 2021. Disponible sur : https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/swd-2021-human-right-based-approach_fr.pdf

Commission européenne, (2020a). *Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative au Plan d'action pour la démocratie européenne*, COM(2022) 790 final, le 3 décembre 2020. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020DC0790&from=EN>

Commission européenne, (2020b). *Plan d'action de l'UE en faveur des droits de l'homme et de la démocratie 2020-2024, Annexe de la Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, JOIN(2020) 5 final*, 25 mars 2020 Disponible sur : [https://ec.europa.eu/transparency/documents-register/api/files/JOIN\(2020\)5_1/de00000000005744?rendition=false](https://ec.europa.eu/transparency/documents-register/api/files/JOIN(2020)5_1/de00000000005744?rendition=false)

Commission européenne, (2017). *Digital4Development : Mainstreaming Digital Technologies and Services into EU Development Policy*, Commission Staff Working Document, SWD(2017) 157, Brussels, 2 May 2017. Disponible sur : [https://ec.europa.eu/transparency/documents-register/detail?ref=SWD\(2017\)157&lang=fr](https://ec.europa.eu/transparency/documents-register/detail?ref=SWD(2017)157&lang=fr)

Commission européenne, (2015). *Orientations opérationnelles sur les droits de l'homme pour les actions de coopération extérieures de l'UE liées à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, et à la cybersécurité : Intégration de l'approche fondée sur les droits*. Disponible sur : https://ec.europa.eu/international-partnerships/system/files/manual-hr-guidance-ct-oc-cyber-november-2015_fr.pdf

Commission européenne, (2013). *Stratégie de cybersécurité de l'Union européenne : Un cyberspace ouvert, sûr et sécurisé*, Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, JOIN(2013) 1 final, Bruxelles, le 7 février 2013. Disponible sur : https://edps.europa.eu/data-protection/our-work/publications/opinions/cyber-security-strategy-european-union-open-safe-and_fr

Parlement européen & Conseil de l'Europe, (2016). *Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données—RGPD)* Journal officiel de l'Union européenne, L119/2. Vol. 59. Disponible sur : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=OJ:L:2016:119:TOC>

Hacker, K. & van Dijk, J. A. G. M., (2000). *What Is Digital Democracy?* Dans l'ouvrage : *Digital Democracy. Issues of Theory and Practice* – Éditeur : Sage, Rédacteurs : Hacker, K.L. & van Dijk, J. Simon, J., Bass, T., Boelman, V., Mulgan, G., (2017). *Digital Democracy, the tools transforming political engagement*, Nesta. Disponible sur : https://media.nesta.org.uk/documents/digital_democracy.pdf

Sgueo, G., (2020). *Digital Democracy – Is the future of civic engagement online?*. EPRS | Service de recherche du Parlement européen, PE 646.161 – Mars 2020 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/646161/EPRS_BRI\(2020\)646161_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2020/646161/EPRS_BRI(2020)646161_EN.pdf)

Verpečinskas, A., (2017). *Digital Democracy and JEF's International Seminar "Digital Youth – What's Ahead of Us"* 27 octobre 2017. Dans : *The New Federalist*. Disponible sur : <https://www.taurillon.org/digital-democracy-and-jef-s-international-seminar-digital-youth-what-s?lang=fr>

Wagner, B., Ferro, C., Gsenger, R., (2022). *Democracy and Digitalisation Handbook*, Direction générale des partenariats internationaux (Commission européenne). Disponible sur : <https://data.europa.eu/doi/10.2841/356478>

Waugaman, A., (2016). *From Principle to Practice: Implementing the Principles for Digital Development*. Washington, DC: The Principles for Digital Development Working Group, janvier 2016. Disponible sur : <https://lib.digitalsquare.io/handle/123456789/76706>